

ONZIÈME PARTIE: EXEMPLE D'ACTIVITÉ SYNDICALE, INDÉPENDANCE SYNDICALE...

Le Cher est un département plein de traditions révolutionnaires; il a une histoire. Depuis des années, jamais son activité ne s'est ralentie. Bourges, qui possède une industrie moyenne, est remplie d'une vie syndicale en plein fonctionnement. Elle déborde au loin, et il est peu de coins de la région qui n'aient reçu la visite d'un camarade de la Bourse du travail de Bourges. Le Cher compte dans sa population les travailleurs des bois, hommes silencieux qui, dans le calme le plus serein, commettent les actes les plus hardis. Leur ténacité, leur persévérance sont extrêmes. Ils sont d'une nature opposée à ceux de leurs camarades paysans, les vigneron du Midi. Les marchands de bois ont en eux de rudes adversaires. 1893 vit leur première organisation et leurs premières grèves. Après c'est le silence, le recueillement jusqu'en 1902. A ce moment la Bourse du travail de Bourges, sur la prière de la C. G. T., tente la création d'une *Fédération bûcheronne* qui comprendra quelques syndicats de formation récente. Elle est constituée, et va de suite à la C.G.T. Depuis ce mouvement, la lutte se poursuit; chaque année, au moment de la distribution des coupes de bois, le syndicat fait sentir sa force et il veille à la sauvegarde des intérêts bûcherons. Les ouvriers le savent, et ils aiment leur organisation.

Les modes de travail chez les bûcherons du Cher se distinguent de ceux pratiqués ailleurs. Là, les coupes de bois se font en commandite dans bien des communes. Voici comment on opère. A l'entrée de l'hiver le marchand de bois établit la superficie et l'importance des coupes. Puis il s'adresse au syndicat qui, par l'intermédiaire de son bureau, fixe après étude des lieux le prix de la coupe.

S'il y a accord - et on y parvient à l'amiable ou par la lutte - les travaux commencent; pour y travailler le bûcheron doit être syndiqué, car c'est le syndicat qui embauche. Du jour où le contrat est intervenu entre le syndicat et le marchand de bois, celui-ci n'a pas à s'occuper de sa coupe. Les bois lui seront livrés dans le délai fixé et dans les conditions définies dans le contrat.

On voit l'intérêt que présente ce mode de production.

Vierzon qui possède le député socialiste, Breton, paraît vouloir se relâcher de l'inactivité dans laquelle il était plongé depuis 7 ou 8 ans. Tant mieux! Cette ville compte plus de six mille ouvriers appartenant à diverses corporations, en particulier à la métallurgie et à la mécanique. Si Vierzon avait dépensé la même somme d'effort que Bourges, le Cher occuperait la première place dans le mouvement syndical de ce pays.

A côté il y a Mehun, autre centre de céramique où l'influence du même député fut longtemps déprimante.

Il y a là aussi un progrès. Ces divers centres, quel que soit leur état de croissance, sont venus au groupement ouvrier il y a quelques années. Seules les cités de Saint-Florent, Rosières, qui comptent chacune plusieurs centaines de métallurgistes employés en majorité à fabriquer des ustensiles de ménage, et Saint-Amand ont hésité longtemps pour imiter les villes voisines.

Aujourd'hui, il y a dans chacune de ces localités des organisations syndicales. Les deux premières parce que comprenant des professions agglomérées, ont donné naissance à un mouvement ouvrier fort intéressant. Rosières eut à soutenir, il y a deux ans environ, une longue grève qui se termina à la satisfaction des ouvriers. A Saint-Amand il y a peu d'activité. Cela est dû sans doute à ce que nulle industrie n'y domine; il y a un ensemble de corporations à effectifs réduits, et aucune d'elle n'est parvenue à constituer par son importance, par sa hardiesse, le centre autour duquel se groupent les autres professions.

Si on compare la situation du Cher à celle de départements plus industriels on remarque immédiatement qu'il existe dans le premier un esprit de camaraderie, de solidarité, d'enthousiasme inconnu dans bien des régions. Et cependant le Cher n'est pas à proprement parler un département industriel; les industries qui y séjournent ne sont aucunement dépendantes les unes des autres: la céramique n'a que de lointains rapports avec la métallurgie; les bûcherons eux-mêmes si nombreux dans le Cher sont disséminés par village. Il est cependant un coin de ce département dans lequel la propagande présente plus de difficultés qu'ailleurs: c'est l'arrondissement de Sancerre. Il y a encore des localités où nul ne peut pénétrer, cela provient peut-être de ce que ce coin échappe à l'influence rayonnante d'une cité active et agissante. Je n'oserais cependant m'arrêter à des causes, n'ayant visité cette partie du Cher qu'une seule fois.

Henrichemont, canton important à quelques kilomètres de Bourges, comprend quelques tanneries - une vingtaine - occupant ensemble cent cinquante ouvriers environ. C'est encore le petit atelier de deux, trois salariés, les procédés de travail n'ont pas varié. Tout s'y fait à la main, et les produits employés sont des végétaux. Un seul atelier - plus important, il emploie une vingtaine d'ouvriers - utilise des machines. A Henrichemont, le tannage a donc conservé sa forme ancienne; et nul produit chimique n'y a encore trouvé emploi. J'ajoute qu'il est encore bien des coins ignorés du pays où le travail s'opère comme à Henrichemont. Un syndicat y existe depuis plusieurs années, il groupe le tiers de l'effectif total de la corporation.

Bourges que je revoyais pour la dixième fois n'a pas changé. Le même enthousiasme y règne, on le partage dès la descente du train. La seule grande agglomération y existant appartient à l'Etat; elle relève du Ministère de la Guerre: c'est la fonderie. Comme dans les ports maritimes - pour des raisons identiques sans doute - les rapports entre le personnel de l'Etat et les organisations ouvrières manquent de cordialité. La discorde cependant y est inconnue. Bourges n'a jamais connu les divisions profondes qui créent des camps rivaux; il y a eu des difficultés certes, mais aisément surmontables; la politique y a fait peu de mal. Le secrétaire de la Bourse du travail est le militant incomparable; chaque Bourse du pays devrait posséder le semblable. S'il en était ainsi le mouvement ouvrier serait autrement actif qu'il ne l'est. Mais... Rarement comme à Bourges, malgré cependant l'absence de toute industrie, on est parvenu à créer une situation matérielle et morale qui défie les coups du Pouvoir. La subvention donnée annuellement à la Bourse par la municipalité a été supprimé il y a quelques années sans apporter dans l'organisation la moindre perturbation. Les services y fonctionnent comme auparavant, la même activité y règne. C'est la seule union locale du pays qui soit sortie de l'épreuve plus forte, grandie. Car la crise qui s'abatit sur les Bourses du travail, d'après les ordres de M. Clemenceau, due au refus des municipalités de continuer le versement des subventions stimula les syndicats berrichons. Ils s'attelèrent de suite à une oeuvre de consolidation et de progrès: la création d'une maison indépendante comprenant salles de réunions, bureaux, bibliothèques. Aujourd'hui la réalisation est proche, grâce à l'initiative, à la ténacité et à la confiance en soi du secrétaire. Ainsi loin de s'abattre, la Bourse du Travail de Bourges se redresse donnant un exemple de volonté à toutes ses soeurs.

Lors de mon passage dans cette ville, Saint-Florent avait une usine en grève, il fallut m'y rendre pour y donner une réunion, le délégué de la Métallurgie devant venir de Paris n'étant pas arrivé. Dans cette localité ce fut au prix de grandes difficultés que l'organisation fut créée. Elle est maintenant debout, bien vivante. Une coopérative de consommation fonctionne très bien. Elle ne sera pas inutile demain pour abriter les militants si nécessaires que le patronat ne manquera pas de jeter hors des usines.

Victor GRIFFUELHES.
